Anno 1871

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia Eredi Botta, via del Castellaccio.
Nelle Provincie del Regno con *vaglia postale* affrancato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.
Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

GAZZETTA UFFICIALE
DEL REGNO D'ITALIA

Num. 81

Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea. — Le altre inserzioni centesimi 30 per linea o spazio di linea.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

UN NUMERO SEPARATO CENT. 20
ARRETRATO CENTESIMI 40

		Anno	Sem.	Trim.
Per Firenze	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 42		12
Roma e per le Provincie del Regno		» 46	»	13
Svizzera		» 58	»	17

Firenze, Mercoledì 22 Marzo

		Anno	Sem.	Trim.
Francia	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 82	48	27
Inghil., Belgio, Austria, Germ.		» 112	60	35
Id. per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento		» 82	44	24

PARTE UFFICIALE

Il N. 105 (Serie seconda) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA.

Visto l'articolo 5 dello Statuto del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari Esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intera esecuzione sarà data alla convenzione consolare tra l'Italia ed il Belgio firmata a Bruxelles il 12 dicembre 1870, e le cui ratificazioni furono ivi scambiate il 28 febbraio 1871.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Data a Firenze addì 5 marzo 1871.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI VENOSTA.

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA.

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Una Convenzione consolare essendo stata conchiusa tra l'Italia ed il Belgio, e dai rispettivi plenipotenziarii sottoscritta a Bruxelles il dodici dicembre del corrente anno milleottocentosettanta,

Convenzione del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi des Belges, également animés du désir de déterminer avec toute l'extension et la clarté possibles les droits, priviléges et immunités réciproques des agents consulaires respectifs, ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront soumis dans les deux pays, ont résolu de conclure une Convention consulaire et ont nommé pour leurs plénipotentiaires savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie,

M. le comte Camille de Barral de Monteauvrard, Grand Cordon des Ordres des Sts Maurice et Lazare, de l'Aigle Rouge de Prusse, de l'Ordre de Léopold d'Autriche, etc, etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Et Sa Majesté le Roi des Belges, M le baron d'Anethan, Grand Officier de l'Ordre de Léopold, Grand Cordon de l'Ordre du Christ de Portugal, etc, etc., Son Ministre d'Etat et des affaires étrangères;

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Chacune des hautes parties contractantes consent à admettre des consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans tous ses ports, villes et places, excepté dans les localités où il y aurait inconvénient à admettre de tels agents. Cette réserve, toutefois, ne sera pas appliquée à l'une des hautes parties contractantes sans l'être également à toute autre puissance.

Art. 2. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux hautes parties contractantes jouiront réciproquement dans les Etats de l'autre de tous les priviléges, exemptions, et immunités dont jouissent les agents de même qualité de la nation la plus favorisée. Les dits agents avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, devront produire une commission dans la forme établie par les lois de leurs pays respectifs. Le Gouvernement territorial de chacune des deux hautes parties contractantes leur délivrera sans aucun frais, l'exequatur nécessaire à l'exercice de leurs fonctions, et, sur l'exhibition de cette pièce, ils jouiront des droits, prérogatives et immunités accordées par la présente Convention.

Art. 3. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'Etat qui les a nommé, ne pourront être arrêtés que dans le cas de crime, qualifié et puni comme tel par la législation locale; ils seront exempts du logement militaire, de tout service tant dans l'armée régulière de terre ou de mer, que dans la garde nationale ou civique ou milice; ils seront de même exempts de toutes les contributions imposées au profit de l'Etat, des provinces ou des communes. Toutefois, ci ces agents étaient citoyens du pays de leur résidence, s'ils y possédaient des biens, ou s'ils y exerçaient un commerce quelconque, ils seraient tenus de supporter et de payer les charges de toute espèce imposées en pareil cas aux autres citoyens du pays.

Art. 4. Nul agent du service consulaire, lorsqu'il est citoyen de l'Etat qui l'a nommé, et pourvu qu'il n'exerce aucun commerce, ne pourra être contraint à comparaître comme témoin devant les tribunaux du pays où il réside. Quand la justice du pays aura quelque déclaration juridique ou déposition à recevoir d'eux, elle les invitera par écrit à se présenter devant elle, et en cas d'empêchement, elle devra leur demander leur témoignage par écrit, ou se transporter à leur demeure ou chancellerie pour l'obtenir de vive voix.

Les dits agents devront satisfaire à cette demande dans le plus bref délai possible.

Art. 5. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer, au dessus de la porte extérieure de leurs chancelleries ou de leurs maisons d'habitation, un écusson aux armes de leur nation, avec une inscription portant ces mots: Consulat général, Consulat, Vice-consulat, ou Agence consulaire d'Italie ou de Belgique.

Ils pourront aussi y arborer le drapeau de leur pays, excepté dans la capitale du pays, s'il s'y trouve une légation. Ils pourront de même arbórer le pavillon national sur le bâteau qu'ils monteront dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

Art. 6. Les chancelleries et habitations consulaires seront en tout temps inviolables. Les autorités locales ne pourront les envahir, sous aucun prétexte. Elles ne pourront, dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui y seront enfermés. Elles ne sauraient, dans aucun cas, servir de lieux d'asile. Lorsque, cependant, un agent du service consulaire est engagé dans d'autres affaires, les papiers se rapportant au consulat seront tenus séparément.

Art. 7. En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, leurs chanceliers ou secrétaires, après que leur caractère officiel aura été notifié au ministre des affaires étrangères en Italie ou au Ministre des affaires étrangéres en Belgique, seront de plein droit admis à gérer, par interim, les affaires des postes respectifs, et jouiront, pendant la durée de cette gestion temporaire, de tous les droits, prérogatives et immunités accordées aux titulaires.

Art. 8. Les consuls généraux et consuls pourront, pour autant que les lois de leur pays le leur permettent, nommer, avec l'approbation de leurs gouvernements respectifs, des vice-consuls et agents consulaires dans les villes, ports et places compris dans leur arrondissement. Ces agents pourront être choisis indistinctement parmi les Italiens, les Belges ou les citoyens d'autres pays. Ils seront munis d'une commission régulière, et jouiront des priviléges stipulés dans cette convention en faveur des agents du service consulaire, en se soumettant aux exceptions spécifiées dans les articles 3 et 4.

Art. 9. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit de s'adresser aux autorités administratives ou judiciaires soit de l'État, de la province ou de la commune des pays respectifs, dans toute l'étendue de leur arrondissement consulaire, pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre l'Italie et la Belgique et pour protéger les droits et les intérêts de leurs nationaux. S'il n'était pas fait droit à leur réclamation, les dits agents, en l'absence d'un agent diplomatique de leur pays, pourront recourir directement au Gouvernement du pays dans lequel ils exercent leurs fonctions.

Art. 10 Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit de recevoir dans leurs chancellerie, dans leur demeure privée, dans celle des parties ou à bord des bâtiments, les déclarations des capitaines et équipages des navires de leur pays, des passagers qui se trouvent à bord et de tout autre citoyen de leur nation. Les dits agents auront, en outre, le droit de recevoir conformément aux lois et réglements de leur pays, dans leurs chancelleries ou bureaux, tous actes conventionnels passés entre des citoyens de leurs pays et des citoyens ou autres habitants du pays où ils résident, et même tous actes de ces derniers, pourvu que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le consul ou l'agent devant lequel ils seront passés.

Les expéditions des dits actes, et les documents officiels de toute espèce, soit en original, ou copie ou en traduction, dûment légalisés par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires et munis de leur cachet officiel, feront foi en justice dans tous les tribunaux d'Italie et de Belgique.

Art. 11. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs seront exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation, et connaîtront seuls de tous différends qui se seront élevés en mer ou s'éléveront dans les ports entre les capitaines, les officiers et les hommes de l'équipage, à quelque titre que ce soit, particulièrement pour le réglement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis. Les autorités du pays ne pourront s'immiscer, à aucun titre, dans ces différends.

Art. 12. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront faire arrêter les officiers, matelots et toutes les autres personnes faisant partie des équipages, à quelque titre que ce soit, des bâtiments de guerre ou de commerce de leur nation qui seraient prévenus ou accusés d'avoir déserté les dits bâtiments pour les renvoyer à bord, ou les transporter dans leur pays. A cet effet, ils s'adresseront, par écrit, aux autorités locales compétentes des pays respectifs, et leur feront, par écrit, la demande de ces déserteurs, en justifiant, par l'exhibition des registres du bâtiment, ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie du dit équipage.

Sur cette seule demande, ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra leur être refusée à moins qu'il ne soit dûment prouvé qu'ils étaient citoyens du pays où l'extradition est réclamée, au moment de leur inscription sur le rôle. Il leur sera donné toute aide et protection pour la recherche, la saisie et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays à la réquisition et aux frais des consuls jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois à partir du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition serait différée jusqu'à ce que le tribunal qui a droit d'en connaître, ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

Art. 13. A moins de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, toutes avaries essuyées à la mer par les navires des deux pays, soit qu'ils abordent volontairement au port, soit qu'ils se trouvent en relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des pays respectifs.

Si cependant, des habitants du pays ou des citoyens d'une tierce nation se trouvaient intéressés dans les dites avaries, et que les parties ne pussent s'entendre à l'amiable, le recours à l'autorité locale compétente serait de droit.

Art. 14. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires italiens naufragés sur les côtes de Belgique et des navires belges sur les côtes d'Italie seront respectivement dirigées par les consuls-généraux, consuls et vice-consuls d'Italie en Belgique, et par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de Belgique en Italie, etc. jusqu'à leur arrivée, par les agents consulaires respectifs, là où il existera une agence; dans les lieux et ports où il n'existerait pas d'agence, les autorités locales auront, en attendant l'arrivée du consul dans l'arrondissement duquel le naufrage aurait eu lieu et qui devrait être immédiatement prévenu, à prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les autorités locales n'auront, d'ailleurs, à intervenir que pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

Il est bien entendu que ces marchandises ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient destinées à être livrées à la consommation dans le pays où le naufrage aurait eu lieu.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas n'occasionnera des frais d'aucune espèce, hors ceux auxquels donneraient lieu les opérations du sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires nationaux

Art. 15. En cas de décès d'un italien en Belgique ou d'un belge en Italie, s'il n'y a aucun héritier connu ou aucun exécuteur testamentaire institué par le défunt, les autorités locales compétentes informeront de la circonstance les consuls ou agents consulaires de la nation à laquelle le défunt appartient, afin qu'il puisse en être immédiatement donné connaissance aux parties intéressées.

En cas de minorité ou d'absence des héritiers, ou d'absence des exécuteurs testamentaires les agents du service consulaire, concurremment avec l'autorité locale compétente, auront le droit, conformément aux lois de leurs pays respectifs, de faire tous actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession, notamment d'apposer et de lever les scellés, de former l'inventaire, d'administrer et liquider la succession, en un mot, de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts des héritiers, sauf le cas ou naîtraient des contestations, lesquelles devraient être décidées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

Art. 16. La présente Convention restera en vigueur pendant six ans à partir de l'échange des ratifications qui sera fait a Bruxelles dans le délai de trois mois ou plus tôt si faire se peut. Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de la dite période, son intention de ne pas renouveler cette Convention, celle-ci continuera à rester en vigueur encore une année, et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et scellée en double original.

Fait à Bruxelles, le 12 décembre 1870.

Signé: C DE BARRAL   Signé: B D'ANETHAN.

Noi avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta Convenzione, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare.

In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date a Firenze, addì ventitre del mese di dicembre l'anno del Signore mille ottocento settanta, vigesimo del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re
Il Ministro Segr di Stato per gli Affari Esteri
VISCONTI-VENOSTA.

Il Num. XVI (Serie 2ª, parte supplementare) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Veduto il testamento a rogito Manzi, 29 maggio 1646, col quale il sacerdote Giovanni Battista Paroletti disponeva di una parte dei suoi beni per istituire in Longiano letture di alta grammatica, gius civile e morale a favore della generalità degli abitanti di quel comune;

Veduto il Nostro decreto 13 agosto 1865, col quale l'amministrazione del detto lascito, denominato *Lettura Paroletti*, veniva affidata alla locale Congregazione di carità;

Veduta la domanda fatta dal municipio di Longiano per ottenere l'abrogazione di tale decreto, convertire le rendite del lascito Paroletti a pro delle scuole comunali in genere, ed avocarne a sè l'amministrazione;

Considerando che il detto lascito non ha il carattere di opera pia, bensì di vera e propria istituzione di pubblica istruzione;

Considerando che per la tenuità delle rendite è mancato finora, e mancherebbe in avvenire il fine preciso della istituzione, ed è quindi doveroso sostituirne altro che si allontani il meno possibile dalla volontà del fondatore;

Considerando che il comune di Longiano è unico erede e proprietario del lascito Paroletti, e ad esso solo quindi ne spetta l'amministrazione;

Sentito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta dei Nostri Ministri Segretari di Stato per gli affari dell'Interno e della Pubblica Istruzione,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. Il Nostro decreto 13 agosto 1865 è revocato.

Art. 2. Le rendite del lascito, denominato *Lettura Paroletti*, in Longiano, sono convertite a benefizio delle scuole ginnasiali del medesimo comune.

Art. 3. L'amministrazione del detto lascito è affidata al Consiglio comunale di Longiano, sotto la sorveglianza del Ministero di Pubblica Istruzione, con che la contabilità ne sia tenuta distinta da quella degli altri beni del municipio.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino addì 27 gennaio 1871.

VITTORIO EMANUELE.

G. LANZA.
C. CORRENTI.

Il N. XIX (Serie 2ª, parte supplementare) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Vista la deliberazione 29 gennaio 1871, adottata dalla assemblea generale degli azionisti della Società cooperativa di credito, anonima per azioni nominative, sedente in Milano col titolo di *Banca popolare di Milano*;

Visto lo statuto di detta Banca, approvato col Reale decreto del 23 dicembre 1865, numero MDCCX;

Visti il titolo VII, libro I, del Codice di commercio e i Reali decreti 30 dicembre 1865, numero 2727 e 5 settembre 1869, numero 5256;

Sulla proposta del Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Ai termini della citata deliberazione sociale del 29 gennaio 1871, sono approvate e introdotte nello statuto della *Banca popolare di Milano* le modificazioni seguenti:

In fine all'art. 19 è fatta questa aggiunta:

« Potranno essere fatte anticipazioni contro pegno di titoli di rendita pubblica, di altri valori pubblici e di azioni e di obbligazioni di Società commerciali ed industriali sotto le norme dello statuto. »

Ed in fine dell'art. 23 è aggiunta questa disposizione: « Possono essere accettate allo sconto anche cambiali colla scadenza a sei mesi dalla data della loro presentazione. »

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze addì 26 febbraio 1871.

VITTORIO EMANUELE.

CASTAGNOLA.

S. M. sulla proposta del Ministro Segretario di Stato pei Lavori Pubblici ha fatto le seguenti disposizioni di personale:

Con RR. decreti del 20 novembre 1870:

Novara Luigi, capo di sezione di 3ª classe nell'amministrazione delle poste, richiamato dall'aspettativa all'effettività del servizio;

Baccanello Gio. Batt., capo di sezione di 3ª classe id., collocato in aspettativa a seguito di sua domanda per causa di malattia;

Amey Giovanni e

Martorelli Bernardino, uffiziali di 2ª classe id., collocati in aspettativa a seguito di loro domanda per causa di malattia;

Vernucci Giuseppe, applicato di 2ª classe nel Ministero dei Lavori Pubblici, nominato applicato di 3ª classe nell'amministrazione delle bonifiche;

Guida Federico, applicato di 3ª classe negli uffici amministrativi delle bonifiche, nominato applicato di 2ª classe nel Ministero dei Lavori Pubblici;

Taverna Giovanni, aiutante di 3ª classe nel corpo Reale del genio civile, confermato in seguito a sua domanda nell'aspettativa per motivi di salute;

Mancini Oreste, ufficiale telegrafico di 4ª cl. in disponibilità, richiamato in attivo servizio;

Borboni Benedetto, ufficiale telegrafico di 2ª classe, richiamato dall'aspettativa all'attività di servizio;

Con RR. decreti del 1° dicembre 1870:

Manzella cav. Luigi, ingegnere capo di 1ª cl. nel genio civile, collocato a riposo dietro sua domanda per avanzata età ed ammesso a far valere i suoi titoli per quella pensione che gli risulterà dovuta a termini di legge;

Santolini Romolo, telegrafista di 1ª classe appartenente al ruolo degli impiegati della provincia di Roma, collocato in aspettativa dietro sua domanda per motivi di famiglia.

Con RR. decreti del 4 detto:

Peyrani Giuseppe, capo di sezione di 1ª classe nell'amministrazione delle poste, collocato in aspettativa a seguito di sua domanda per causa di malattia.

Con RR. decreti dell'8 detto:

Buzzi Vittorio, capo sezione di 3ª classe nell'amministrazione delle poste, promosso a capo sezione di 2ª classe id.;

Ziveri Leovigildo, uffiziale di 1ª classe id., promosso a capo sezione di 3ª classe.

Con RR. decreti dell'11 detto:

Salivetto Felice, capo d'ufficio di 2ª classe, e

Chiala Cesare, vicesegretario di 1ª classe nell'amministrazione delle poste, promossi al grado di direttore di 4ª classe nell'amministrazione suddetta;

Colesanti Giov. Giuseppe, uffiziale di 1ª classe id., collocato in aspettativa a seguito di sua domanda per causa di malattia;

Con R. decreto del 15 dicembre 1870:

Binaghi Raffaello, direttore di 2ª cl. nell'Amministrazione delle poste, collocato in aspettativa a seguito di sua domanda per causa di malattia.

Con R. decreto del 18 dicembre detto:

Girelli Giovanni, aiutante di 3ª classe nel Genio civile, richiamato dall'aspettativa in attività di servizio.

Con RR. decreti del 24 detto:

Gregori Pietro, scrittore registratore appartenente al ruolo degli impiegati telegrafici della provincia di Roma, collocato in aspettativa dietro sua domanda per motivi di salute;

Menozzi Francesco, segretario di 1ª classe nel Ministero dei Lavori Pubblici, collocato a riposo in seguito a sua domanda per motivi di salute ed ammesso a far valere i suoi titoli per quella pensione che gli risulterà dovuta a termini di legge;

Malvolti nob. Alessandro, ingegnere di 2ª cl. nel Genio civile, collocato d'uffizio a riposo per anzianità di servizio ed avanzata età ed ammesso id. id;

Lucca cav. Francesco, ingegnere capo di 1ª cl. id. in aspettativa per motivi di salute, collocato a riposo in seguito a sua domanda ed ammesso id. id;

Calvi Ernesto, ispettore di 1ª classe nell'Amministrazione delle poste, richiamato dall'aspettativa all'effettività del servizio col grado corrispondente di direttore di 2ª classe nell'Amministrazione suddetta;

Ferraro Giacinto, ufficiale telegrafico di 4ª cl., richiamato dall'aspettativa per motivi di famiglia all'effettività di servizio;

Feola Giuseppe, ufficiale telegrafico di 3ª cl. in disponibilità per riduzione di ruolo organico, ammesso a far valere i proprii titoli per quanto gli potrà spettare a termini di legge.

Con RR. decreti del 29 dicembre;

Della Rocca comm. Agostino, nominato presidente della 1ª sezione del Consiglio superiore dei lavori pubblici;

Barilari comm. Pacifico, nominato id. della 2ª sezione id. id.;

Possenti comm. Carlo, confermato vicepresidente del Consiglio suddetto;

Novelli Carlo, impiegato d'ordine presso gli uffizi del Genio civile, confermato nell'aspettativa per motivi di salute;

Martinez Giuseppe, ingegnere capo di 2ª cl. nel Genio civile id. id.;

Schneider Alessandro, ufficiale telegrafico di 3ª classe, richiamato dall'aspettativa all'effettività di servizio.

Con RR. decreti del 30 detto:

Barbavara di Gravellona cav. Massimiliano, ufficiale di 1ª classe nell'Amministrazione delle poste in aspettativa, dispensato da ulteriore servizio a seguito di sua domanda per volontaria rinuncia all'impiego;

Cerrato Gabriele,

Salciti Lorenzo,

Conte Giovanni, ufficiali telegrafici di 3ª classe in disponibilità, collocati a riposo ed ammessi a far valere i proprii titoli a quanto potrà loro spettare a termini di legge;

Meloni Luigi,

Borcano Giovanni, ufficiali telegrafici di 2ª

classe in disponibilità per riduzione di ruolo organico, richiamati all'effettività del servizio;

Verzani Sabino,

Pourcel Giov. Battista,

Gentile Giovanni, ufficiali telegrafici di 4ª classe in disponibilità per riduzione di ruolo organico, richiamati all'effettività del servizio;

Alessandri Gustavo, ingegn. allievo nel corpo R. del genio civile in aspettativa per motivi di salute, richiamato all'effettività del servizio;

Massa cav. Antonio, capo sezione nel Ministero dei Lavori Pubblici, nominato direttore capo di divisione di 2ª cl. nel Ministero stesso;

Verardi cav. Angelo,

Giunti cav. avv. Giuseppe,

Bifani cav. Luigi,

Carrara cav. ing. Francesco,

Baldasseroni cav. Giuseppe,

Rossetti cav. Alessandro Luigi, capi sezione di 2ª classe nel Ministero dei Lavori Pubblici, nominati capi sezione di 1ª classe nel Ministero stesso.

Con decreto del Guardasigilli, dell'8 marzo 1871, Pappalepore Nicolai Giuseppe, uditore presso la procura generale d'appello in Napoli, è tramutato alla procura generale presso la Corte di cassazione di Firenze.

Elenco di disposizioni fatte nel personale dei notai con RR. decreti del 26 febbraio 1871:

Carollo Giuseppe, con R. decreto 27 ottobre 1870 restituito in tempo a far valere il suo decreto 27 marzo stesso anno di nomina a notaio a Paceco, nuovamente restituito in tempo entro il termine perentorio di due mesi dal 26 febbraio 1871 per lo stesso oggetto;

Casu Stefano, candidato notaio, nominato notaio nell'isola di Sardegna con residenza a Sassari;

Pignet Gio. Battista, id., nominato notaio ad Aymaville;

Perrod Delfino, id, id. a Pré Saint-Didier;

Marcon dottor Luigi, id., id. a Sandrigo;

Ricchera Aniello, id., id. a Procida;

Therisod Vittorio Amedeo, notaio a Morgex, traslocato a Villefranche;

Barmaverein Pietro Antonio, id. a Montjovet, id. a Verres;

Lucat Albino, id. a Chambave, id. a Châtillon;

Funaioli Mario, notaio di rogito limitato al comune di Arezzo, nominato notaio di numero pel circondario del tribunale d'Arezzo colla residenza in Arezzo.

Nelle pubblicazioni relative all'ordinamento giudiziario di Roma, inserite nella *Gazzetta ufficiale* di ieri, occorrono le seguenti rettificazioni:

Nell'ultima parte della Relazione a S. M. in luogo di *Vostra* approvazione, leggasi: *Sua* approvazione.

Nell'elenco delle nomine fatte con decreto 19 marzo corrente, si aggiunga:

Guglielmotti Biagio, di Civitavecchia, giudice del tribunale d'appello di Roma, nominato consigliere della Corte di appello di Roma.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(Prima pubblicazione)

Si è chiesto il tramutamento al portatore di due rendite iscritte al consolidato 5 0|0 presso la cessata Direzione del Debito pubblico di Napoli, n. 133895, di lire 5, e n. 9627, di lire 65, ambedue a favore di D'Alessio Carolina, Vincenza e Concetta fu Gennaro, minori sotto l'amministrazione di Teresa Amoroso loro madre e tutrice, domiciliati in Napoli, allegandosi l'identità della persona di D'Alessio Vincenza con quella di D'Alessio Vincenzo.

Si diffida chiunque possa avere interesse a tali rendite che trascorso un mese dalla pubblicazione del presente avviso, non intervenendo opposizioni di sorta, verrà eseguito il chiesto tramutamento al portatore.

Firenze, lì 18 marzo 1871.

Il Direttore Generale
F. Mancardi.

CASSA CENTRALE DEI DEPOSITI E DEI PRESTITI

PRESSO LA DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(Seconda pubblicazione)

In conformità delle disposizioni concernenti la esecuzione della legge 17 maggio 1863, numero 1270, si deduce a pubblica notizia, per norma di chi possa avervi interesse, che essendo stato dichiarato lo smarrimento della polizza di deposito infradesignata ne sarà, ove non siano presentate opposizioni, rilasciato il corrispondente duplicato appena trascorsi sei mesi dal giorno in cui avrà luogo la prima pubblicazione del presente, la quale sarà per tre volte ripetuta ad intervallo di un mese.

Polizza numero 2424, in data di Firenze 9 luglio 1868, rappresentante un deposito della rendita di lire 15, fatto da Fabbri dott. Luigi Achille di Fabio, domiciliato in Bologna, a cauzione dell'appalto della rivendita dei generi di privativa sotto il loggiato del Pavaglione in Bologna.

Firenze, 18 febbraio 1871.

Per il Direttore Capo di Divisione
M. Giacchetti.

Visto, *per il Direttore Generale*
Ceresole.

PARTE NON UFFICIALE

NOTIZIE VARIE

Accademia Reale delle scienze di Torino.

Nell'adunanza tenutasi il giorno 5 febbraio 1871 dalla Classe di scienze morali, storiche e filologiche, il socio prof. Carlo Promis, proseguendo la lettura della sua memoria sopra gli architetti e l'architettura presso i Romani, parlò nel capitolo XII degli architetti militari addetti agli arsenali ed agli eserciti, tutti soldati, di condizione cittadini romani e memorati dalle sole iscrizioni, i quali si appellavano architetti augusti, cioè del capo dello Stato Ragionò nel capitolo XIII degli architetti romani che si credettero mentovati in iscrizioni, le quali furono ad essi male attribuite. Trattò nel capitolo XIV degli architetti romani ricordati in iscrizioni spurie o da autori sospetti.

Il socio prof. Ghiringhello, ripigliando la lettura della sua memoria sulle dottrine di Darwin, prese a dimostrare che l'ammettere come possibile che alcune delle supposte semplicissime forme primordiali abbiano potuto durare inalterate fino ai giorni nostri senza punto trasmutarsi e progredire, e tuttavia pretendere che diversa abbia dovuto essere la sorte di quante ci rivelano una più artificiosa e perfetta organizzazione, la quale debba perciò riputarsi non già primitiva e contemporanea delle semplicissime, ma successivamente acquisita e derivata, è un manifesto paralogismo.

G. G.

— Leggesi nel *Panaro* di Modena che in Sassuolo, industriosa e civile paese di quel circondario, esiste una Società operaia di mutuo soccorso la quale mercè le cure intelligenti della Direzione e la moralità dei soci vive prosperamente.

Dal resoconto che ci è stato gentilmente comunicato rileviamo che al 31 dicembre 1870 la consistenza effettiva del suo patrimonio sociale saliva a lire 21,083 93. Il numero dei soci era di 390, dei quali 54 di nuova ammissione. Durante il corso dell'anno uno solo è stato dimesso per morosità.

Per tasse settimanali i soci effettivi hanno pagato lire 2918 77; e per saldo di tali partite alla fine dell'anno i soci effettivi non dovevano che lire 17 45.

In sussidi temporanei ad infermi a centesimi 80 per individuo, sono state erogate lire 1311 26.

Il fiorire di questa Società di mutuo soccorso, lo spandersi dei principii di previdenza e di solidarietà fra le classi popolari anche nei minori centri, è segno evidente di civiltà e di moralità, ed è dovere della stampa liberale il segnalarne i progressi.

— Il citato giornale annunzia la morte del lodato pittore di paesaggio Giovanni Susani professore nell'Accademia artistica modenese. Aveva 67 anni.

— A Venezia è morto il maestro Antonio Buzzolla autore di varie opere musicali, ma più specialmente noto per l'estesissima sua raccolta di belle canzoni in dialetto veneziano.

— In questi giorni, scrive la *Lombardia*, vennero appianate tra il nostro municipio e l'egregio scultore cav. Pietro Magni le difficoltà che si dissero insorte per la esecuzione del monumento a Leonardo da Vinci. Il Magni si è impegnato di terminarlo in breve tempo. Il monumento sarà inaugurato in occasione della grande esposizione artistica, che avrà luogo in Milano nel venturo anno. Oltre alla statua del fondatore della scuola di pittura lombarda, il monumento avrà pure attorno al piedestallo le statue dei suoi scolari. Il Magni ha portato alcune migliorie al modello, dacchè fu esposto nel mezzo di piazza della Scala.

La Giunta municipale sta disponendo per la sistemazione definitiva della nuova piazza Cesare Beccaria. Attorno al monumento del gran cittadino sarà posta una cancellata di ferro, portante ai quattro lati eleganti lampade. Una certa zona d'area sarà disposta a giardino, con sedile, ciò che renderà geniale quel luogo ai circostanti inquilini.

— La *Gazzetta Ticinese* ricava dalla *Freitagszeitung* che la sera di mercoledì scorso il signor Escher-Bodmer al Windegg, sulla sepoltura di famiglia nel cimitero privato dietro il passeggio, si è ucciso con due colpi di pistola. Intorno ai motivi che possono aver indotto questo milionario ad una sì triste fine non si hanno che presunzioni, che non ridonderebbero a suo disdoro, ma contribuirebbero ad eccitar compassione. Si parla però anche di sventurate speculazioni.

— Da una lettera da Ciamberì 15 marzo, ore 4 pomeridiane al *Salut Public* di Lione, togliamo i seguenti cenni sulla catastrofe avvenuta nella detta città nel mattino dello stesso giorno alle 10 35 in una fabbrica di cartuccie:

« Questa fabbrica era situata fra le caserme e l'officina del gaz; sulle altre due faccie, numerose abitazioni. Vi si impiegavano fino a 200 operaie, ma questo numero era stato diminuito da alcuni giorni, ed oggi vi lavoravano solamente 120 persone, fra cui alcuni uomini.

« Pare che il fuoco abbia preso per mezzo di una capsula; esso si è comunicato ad altre capsule, poi infine alla polvere. Prima dell'esplosione si sono sentite detonazioni successive come di fuochi di plotone, che hanno durato 2 o 3 minuti, per modo che una parte del personale ha potuto salvarsi.

« Le pompe arrivate in tutta fretta si affrettarono ad innondare diverse casse il cui legno cominciava bruciare; queste casse, in numero di 10, contenevano 3000 cartuccie ciascuna.

« Siccome non si portava nello stabilimento che la polvere necessaria pel lavoro giornaliero, così al momento del disastro non ve n'erano che due barili di 50 chilogrammi ciascuno

« Sulle 120 persone che trovavansi nella fabbrica al momento dell'esplosione, si contano in questo momento all'Hôtel-Dieu ed alla Charité quarantanove feriti per abbruciature e dodici morti; parecchie operaie ferite più leggiermente si fanno curare a casa; le altre hanno potuto salvarsi incolumi.

« Nei dintorni della fabbrica non restano più che avanzi semibruciati, ed ivi i guasti sono immensi. Tutti i vetri infranti, le finestre rotte, molti muri caduti o screpolati; in tutta la città è stata tale la scossa che sono andati in pezzi molti vetri in strade assai lontane.

« Nelle vie adiacenti, nelle corti delle caserme, ecc. sono stati trovati avanzi umani lanciati ad una certa distanza e carbonizzati. »

— La vedova, signora Maria Burkhard-Vicher, testè defunta in Basilea, ha legato franchi 22,500 ad opere pie.

— Il giorno 15 del corrente si fece a Parigi l'undecima estrazione delle obbligazioni emesse dalla Compagnia universale del canale marittimo di Suez. Presiedeva il signor Carlo di Lesseps. Il primo premio di lire 150 mila fu vinto dal numero 142,879; i due secondi premi di lire 25 mila caduno toccarono ai numeri 317891 e 320,776.

— I giornali tedeschi annunziano la morte del celebre storico Gervinus, avvenuta ad Eidelberga il 19 di questo mese. Giorgio Goffredo Gervinus nacque il 20 maggio 1805 a Darmstadt; fu uno dei più insigni scienziati e letterati dell'età nostra, e uno tra i veterani propugnatori della libertà costituzionale in Germania. Lasciò molti scritti pregiati, ma quello per cui è maggiormente chiaro il suo nome è la *Storia del secolo decimonono*.

— L'*Opinion Nationale* di Parigi porta il sommario di un'adunanza tenuta testè — non è indicato il giorno — da quell'Accademia delle scienze. L'esito della guerra franco-prussiana porse argomento alla dotta assemblea di una conversazione intorno all'insegnamento superiore della Francia e di altri paesi d'Europa

Enrico Sainte-Claire Deville legge la nota seguente che suscita tra i membri dell'Accademia e nel pubblico numerosi segni di approvazione:

La scienza ebbe una grande e terribile parte nelle sconfitte che abbiamo subite. Le scoperte di Ampère, i lavori dei nostri meccanici militari sono stati crudelmente utilizzati contro di noi. Finalmente, l'organamento liberale delle Università tedesche è stato posto a servizio delle acri passioni rivolte contro il nostro paese. Quindi dicesi, da ogni parte e con ragione, che noi siamo stati vinti dalla scienza. La causa risiede nel reggime che ne opprime da ottant'anni e che subordina gli uomini della scienza agli uomini della politica e dell'amministrazione, reggime che fa trattare le cose della scienza, la loro propagazione, il loro insegnamento e la loro applicazione da corpi o da uffici ove manca la competenza e quindi l'amore del progresso.

Ora, signori, è tempo di agitare pubblicamente le grandi quistioni. La riserva modesta, praticata troppo spesso da un troppo gran numero di membri di quest'Accademia, sarebbe un grave errore in questo momento, errore inescusabile.

In tempi calmi, molti fra noi avevano potuto consacrare nei loro gabinetti o nei loro laboratorii una vita studiosa, che diviene così dolce e così facile quando è lontana dagli uomini e dalle loro interessate discussioni. È ora nostro dovere d'intervenire operosamente e direttamente negli affari del paese e di contribuire con tutte le nostre forze a una rigenerazione per mezzo del sapere, di cui la Francia esprime dappertutto la necessità.

Nei tempi difficili, il paese trovò nei membri di questa Accademia, e nell'Accademia intiera, la devozione assoluta su cui aveva diritto di fare assegnamento. Le nostre sedute, così bene occupate durante l'assedio, ne saranno memorabile testimonianza.

Questi stessi servigi, l'autorità morale che dobbiamo alla nostra origine, che è l'elezione d'ogni membro fatta da' suoi pari; tutto, o signori, ci obbliga a contribuire a questa rigenerazione del paese coll'iniziativa di ciascuno, coll'azione dell'intiera Accademia.

Ho dunque l'onore di proporre all'Accademia di mettere all'ordine del giorno delle sue sedute le grandi questioni dello sviluppo e dell'insegnamento della scienza in Francia e tutte le quistioni d'interesse generale che concernono le scienze e gli scienziati.

La Francia, a cagione d'esempio, possiede grandi e gloriosi corpi scientifici, alcuni membri dei quali hanno costantemente seduto in questa Accademia. Qual servigio non renderemmo noi se riuscissimo a far spogliare questi grandi corpi dall'inviluppo politico, amministrativo o fiscale che li soffoca, e che mette in pericolo il reclutamento della scienza fra essi e nelle celebri scuole che loro servono di semenzaio! Io, lo ripeto, domando ai miei fratelli che sia allargata la cerchia delle loro comunicazioni e delle loro deliberazioni e di farvi entrare tutte le questioni, di qualunque ordine, di qualunque natura siano, e da qualunque parte vengano.

Commissioni scelte nelle nostre sezioni, e qualche volta anche nelle altre classi dell'istituto, dovranno preparare, riassumere e redigere, quando ve ne sia duopo, a guisa di voti o di decisioni accademiche le deliberazioni della Compagnia Sotto a questa nuova forma, che esclude qualunque intervento negli affari del governo, (giacchè gli affari della pubblica istruzione non potrebbero più essere politici), noi faremo giungere i consigli dell'esperienza e del sapere e, lo spero, tutte le utili verità a diretta cognizione del paese intiero.

Bouley Con gran piacere ho sentito il signor Deville parlare in questo modo. Egli ci apre una via feconda nella quale bisogna camminiamo arditamente. Mi accadrà di dirvi come io sia sovente stato arrestato nell'insegnamento professionale che dirigo.

Il generale Morin. Io mi affretto ad aderire alla proposta di Deville; sono più di venti anni che io cerco di sviluppare in Francia l'insegnamento scientifico colle sue numerose e feconde applicazioni. Come stupire della nostra inferiorità! Quando percorsi l'Alemagna, nel 1861, constatai come vi esistessero venti istituti politecnici nei quali il livello degli studii è all'altezza di quello della nostra scuola politecnica. In Francia per 34 milioni d'abitanti abbiamo la scuola politecnica e i suoi annessi, oltre la scuola centrale; una scuola di scienze per 16 milioni d'abitanti; in Germania una per 5 milioni. E ciascun istituto ha la sua classe speciale d'ingegneri, d'architetti, di chimici industriali, ecc. Come paragonare le nostre istituzioni ad un così potente organamento scientifico?

Chasles. In Francia non v'è che una cattedra sola di geometria superiore, la mia. Basta ciò? Nell'Alemagna, nella stessa Italia, questa scienza è coltivata con successo crescente. Noi siamo ancora da questo lato allo stesso punto in cui ci trovavamo nel 1813. La nostra inferiorità è evidente.

Mathieu. La divisione degli studi ha fatto molto sotto questo rapporto. Venne chiaramente riconosciuto come essa abbia esercitata un'influenza deplorabile su tutto l'insegnamento. Gli studi letterari volsero a dechino come pure gli studi scientifici; è questo un fatto di cui non si può dubitare per quello che risguarda la scuola politecnica.

De Quatrefages consente nella proposta del signor Deville, ma la vorrebbe maturatamente ponderata in Comitato segreto; intanto chiede che il signor Deville spieghi tutto il suo pensiero sulle riforme da introdursi nell'insegnamento superiore

Enrico Sainte-Claire Deville. Io fo da lungo tempo parte dell'università; sto per prendere il mio ritiro da essa. Ebbene, io lo dichiaro schiettamente, ecco ciò che io penso nella mia anima e nella mia coscienza: l'Università nel modo in cui è ora organata ci condurrebbe all'ignoranza assoluta; il professore in essa è niente, l'amministrazione è tutto.

Io non riconosco alcun tribunale superiore all'Accademia delle scienze per giudicare in simile materia; perciò vorrei che essa adoperasse tutta la sua autorità per far uscire dai cardini la porta rugginosa che si è chiusa sul nostro insegnamento dopo il 92.

Ci vuole una riforma radicale, bisogna che l'Accademia si preoccupi dell'insegnamento; si tratta dell'avvenire del nostro paese. Da ottant'anni, per aver voce nell'istruzione pubblica bisogna essere ministro, deputato o capo di ufficio. Ebbene, bisogna che l'Accademia faccia cessare queste abitudini e dica ricisamente:

« Ecco la vera via da seguire; ecco come si giunse a buon fine in Germania, in Inghilterra; scuotiamo il giogo e sappiamo prendere agli altri ciò che fa la loro forza e la loro superiorità »

Con convinzione e con fede nell'avvenire, io sottopongo la questione all'Accademia.

Dumas. L'argomento dianzi sollevato fu in questi ultimi tempi oggetto d'un esame attentissimo a proposito della discussione sulla libertà d'insegnamento. Era stato riconosciuto ad unanimità che il modo attuale d'insegnamento non poteva continuarsi senza divenire una causa di decadenza e d'indebolimento pel paese.

È l'accentramento applicato all'Università che, a parere di tutti, ammazzò l'insegnamento superiore. Tutti gli stabilimenti sottoposti allo stesso reggime, agli stessi programmi, aspettando la vita da un centro comune, finiscono coll'addormentarsi in una grave apatia.

Il sistema è ben diverso in Inghilterra ed in Germania. Ciascuna Università vive di vita propria, autonoma, prospera.

In virtù di questo principio, io stesso che sono uno dei fondatori della scuola centrale e presidente del suo Consiglio, volli sempre che questo stabilimento restasse indipendente dalle altre scuole dello Stato; la Scuola centrale è divenuta uno dei più importanti stabilimenti scientifici del mondo.

Evvi ancora una ragione che milita in favore dell'indipendenza delle Università. Le città s'interessano alla loro Università, ognuno vi mette del suo. Bisogna vedere come a Basilea, dove passavamo, parecchi anni sono, col signor Deville, si seguono con amore i progressi dell'Università. Maestri, alunni, abitanti, non fanno che una famiglia. Qui, a Parigi, al contrario, grazie all'accentramento, tutto è ben diverso. Bisognerebbe che le nostre Università riprendessero la loro indipendenza, come innanzi alla prima rivoluzione.

I giovani francesi studino un po' meno di latino e un po' di chimica, un po' meno di greco e un po' di fisica.

Bisognerebbe che a quindici anni i nostri figliuoli fossero in grado di entrare nella vita come si fa in Alemagna. Se no, i nostri stabilimenti industriali, le nostre case di commercio andranno a cercare all'estero i giovani capaci, e i giovani francesi non perverrebbero mai a sostenere la concorrenza.

Ripeto che per fare della scienza applicata bisogna che il livello della scienza pura s'alzi incessantemente, e che al dissopra dell'insegnamento pratico stia l'insegnamento teorico superiore.

Bertrand e *Hermite* lamentano la mania del programma e vorrebbero lasciata una certa libertà secondo il temperamento del professore.

Sainte-Claire Deville. Chiedo che l'Accademia esamini in Comitato segreto la proposta che le presento in questi termini: « Vuole essa aprire il cerchio delle sue comunicazioni e farvi entrare tutte le quistioni d'insegnamento scientifico, di qualunque ordine siano e da qualunque parte vengano? »

Dopo breve discussione il presidente mette all'ordine del giorno, per la prossima seduta, l'esame in Comitato segreto della proposta Deville.

DIARIO

I giornali parigini giunti coll'ultimo corriere sono in data del 17 e del 18 e contengono una quantità di notizie parziali sull'aspetto della città e sulla situazione dei quartieri insorti, ma da quanto vi si legge apparisce chiaro che nessuno di loro s'aspettava i deplorabili eventi che stavano per succedere. Riuniamo più sotto, in una rubrica speciale, tutti questi particolari che sono troppi e troppo slegati per potere venir citati nel Diario.

La *France* scrive che le condizioni stipulate circa il mantenimento delle truppe tedesche durante il tempo che essi occuperanno il territorio francese sono le seguenti:

1° La spesa è fissata a fr. 1 65 per uomo e per giorno (la Prussia ne domandava 2);

2° Il numero degli uomini da nutrire è stabilito, come punto di partenza, ad 800,000;

3° Questa cifra sarà ridotta, a misura del ritorno in patria delle truppe tedesche, prima a 150,000 uomini, poi a 50,000, cifra alla quale sarà ridotto durante l'ultimo periodo il contingente d'occupazione.

Il medesimo giornale scrive che, a termini dei preliminari di pace, l'amministrazione francese deve insediarsi immediatamente nei dipartimenti ancora occupati dalle truppe tedesche, ed aggiunge che quando si è trattato di eseguire questa clausola, sono insorte alcune difficoltà, per appianare le quali il signor Pouyer-Quertier è partito il giorno 14 in compagnia del signor Fournier alla volta di Rouen. Poichè questi signori erano tornati la notte del 16 a Parigi, la *France* presume che la loro missione sia riuscita.

Una corrispondenza da Algeri, 14 marzo, al *Salut Public* assicura che nell'Algeria la tranquillità fu dovunque ripristinata.

Il protocollo della Conferenza di Londra è stato presentato alle due Camere del Parlamento inglese nel giorno 18 marzo. L'articolo primo annulla gli articoli undecimo, decimoterzo e decimoquarto del trattato di Parigi del 1856. L'articolo 2 mantiene il principio della chiusura dei Dardanelli e del Bosforo, lasciando al sultano la facoltà di aprirli in tempo di pace alle flotte delle potenze amiche, se ciò è necessario per l'esecuzione del trattato di Parigi.

L'articolo 4 dice che i poteri della Commissione per la navigazione del Danubio sono prolungati di dodici anni, fino al 24 aprile 1883.

Gli articoli 5 e 6 riconoscono nelle potenze ripuarie il diritto d'imporre una tassa provvisoria su tutti i bastimenti mercantili che passino le Cateratte e le Porte di ferro.

L'articolo 7 conserva la neutralità delle opere eseguite dalla Commissione, e conserva eziandio al sultano il diritto d'inviare vascelli da guerra sul Danubio.

La *Gazzetta Universale* d'*Augusta* aveva affermato che alle conferenze di Bruxelles la Germania proporrà di permutare alcuni distretti delle vicinanze di Belfort con una estensione uguale di territorio a ponente di Metz, in guisa che Longwy rimanga compresa nella porzione annessa alla Germania. Tale proposta avrebbe per oggetto di separare totalmente il granducato di Lussemburgo dalla Francia. Ma la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* di Berlino dichiara che il governo prussiano non ha punto l'intenzione di rivendicare ancora alcune località vicine a Metz, lasciate alla Francia dal trattato del 26 febbraio.

Le questioni destinate ad essere discusse nelle conferenze di Bruxelles formarono a Berlino l'oggetto delle deliberazioni di parecchie Commissioni composte di funzionari dei vari ministeri. I risultamenti di quelle deliberazioni sono stati recentemente esaminati dal ministero stesso, e le decisioni prese serviranno di base alle istruzioni dei plenipotenziari tedeschi alle conferenze. Siccome nei preliminari di pace, tutte le questioni principali furono risolute in massima, ora non si tratta più che di trovare una definizione esatta per le varie stipulazioni. La parte più importante delle discussioni, secondo che scrivono da Berlino al *Nord*, sarà la questione relativa agli interessi amministrativi e industriali dell'Alsazia. La citata corrispondenza del *Nord* dichiara priva di fondamento la notizia che il governo prussiano, oltre i cinque miliardi, voglia dalla Francia altre indennità pei tedeschi stati espulsi.

La stampa costituzionale spagnuola si mostra lietissima dell'esito delle elezioni generali, mentre quella dell'opposizione ne è addoloratissima. L'*Imparcial* dice addirittura che le elezioni furono una sconfitta per gli oppositori e convien credere che così sia poichè i fogli repubblicani lanciano ogni sorta di accuse al governo senza punto rispettare l'autorità del suffragio universale. Contro la elezione del collegio di San Fernando dove venne nominato deputato il duca di Montpensier in confronto dell'ammiraglio Topete vennero deposti reclami per brogli e corruzioni.

Le Cortes portoghesi vennero riaperte l'11 corrente. Il *Diario de noticias* riferisce che il marchese di Avila e di Bolama presentò alla Camera dei deputati i nuovi ministri, coi quali ha completato il gabinetto, e dichiarò che nessuna innovazione il governo faceva nel programma che seguiva prima della crisi ministeriale. Riforme finanziarie, amministrative ed economiche costituiscono sempre il programma del gabinetto Avila, che per attuarlo presentò già al Parlamento alcuni progetti di legge, tra i quali ve ne ha diretti ad aumentare le entrate dello Stato.

Vari giornali a nome dei loro rispettivi partiti politici, promettono intanto il loro appoggio al gabinetto Avila per l'attuazione delle promesse riforme.

Riferiamo qui le principali notizie recateci dai giornali francesi del 17 e del 18 sulla situazione di Parigi, con avvertenza che fino al momento della partenza del corriere non erano ancora scoppiati i disordini che ci vennero annunziati in via telegrafica.

La nomina del generale Valentin al grado di prefetto di polizia venne diversamente apprezzata. « Alcuni giornali, quelli, dice l'*Opinion Nationale*, che si industriano di incipriginire le nostre piaghe, impazienti di pescare una corona nel sangue, la interpretano naturalmente come una provocazione. La maggioranza però, pur mostrandosi spiacevole del significato che può annettersi al carattere militare del nuovo prefetto ne fanno ricadere la responsabilità sulla ridicola cocciutaggine degli agitatori di Montmartre. È così che anche noi spieghiamo questa nomina. »

In data del 17 il *Journal des Débats* riferisce che nella mattina del 16 il signor Thiers ha ricevuto nel palazzo della prefettura di Versailles tutti i funzionarii dell'ordine amministrativo e dell'ordine giudiziario, come pure tutti gli uffiziali dei corpi recentemente spediti a tener guarnigione in quella città per la durata della sessione dell'Assemblea nazionale. Era presente a questo ricevimento il generale Appert, che comanda le truppe raccolte a Versailles. A un'ora, un treno speciale, messo a disposizione dei membri del governo dalla compagnia dell'Ovest, conduceva i ministri. Essi si sono uniti immediatamente a Consiglio, sotto la presidenza del capo del potere esecutivo. Il generale Suzane, direttore al ministero della guerra, è intervenuto nel Consiglio in assenza del gen. Leflô, che è aspettato domani a Parigi. Si assicurava che fossero state definitivamente prese risoluzioni per far cessare lo stato di cose eccezionale che esiste a Montmartre ed a Belleville Il Consiglio ha impiegata una parte della sua seduta ad esaminare la questione del cangiamento di certi prefetti che in parecchi dipartimenti viene vivamente reclamato. Alle cinque il Consiglio non era ancora terminato.

Sotto la stessa data si legge nella *France*:

Ieri, verso il finire della giornata, si è prodotto un incidente sull'altura di Montmartre, ove fino a quell'ora aveva regnata una completa calma.

Alle 5 il Comitato centrale dei battaglioni della Guardia nazionale dei quartieri di Montmartre e della Chapelle si è adunato nel suo quartier generale in via Rosiers. Le guardie nazionali soltanto erano ammesse e fu proceduto all'elezione dei membri del Comitato centrale.

Dopo una lunga discussione, Flourens fu nominato a gran maggioranza presidente del Comitato, e Garibaldi comandante superiore della Guardia nazionale con suo figlio Menotti per capo di stato maggiore. Ben inteso che la conseguenza immediata di queste nomine fu la destituzione di Vinoy e di Paladines.

Tutte le guardie nazionali presenti all'adunanza si obbligarono ad obbedire al Comitato centrale, il cui primo atto fu la revoca di tutti gli uffiziali e sott'uffiziali degli altri battaglioni della Guardia nazionale di Parigi, e la convocazione entro breve termine di tutti i battaglioni per la rielezione dei loro capi.

Alle 6, esaurito l'ordine del giorno, la seduta fu sciolta al grido di *Viva la Repubblica!* e gli uffiziali si recarono al parco d'artiglieria situato sull'altipiano del monticello per far conoscere alle sentinelle i risultati dell'adunanza.

In segno d'allegria furono prese munizioni dalle polveriere, fu caricato un cannone a polvere ed una forte detonazione si fece intendere fino al centro di Parigi. Dopo questo colpo furono lanciati in aria diversi razzi che erano stati consegnati alle sentinelle, fu innalzata la bandiera a tre colori (la bandiera rossa non ha

fatta la sua apparizione a Montmartre come alla Bastiglia) e tutto rientrò nel silenzio.

Sono gli stessi giornali del 17 che recano il seguente proclama diretto dal ministro della guerra generale Leflò alle guardie mobili licenziate:

« *Guardie mobili di Parigi e dei dipartimenti*,

« Dopo sei mesi d'una campagna laboriosa, dove il vostro coraggio fu all'altezza di tutti i sagrifici che vi erano imposti, voi state per rientrare in seno alle vostre famiglie, giustamente orgogliosi di voi.

« Vi recherete la consolazione che dà il sentimento di un dovere nobilmente adempiuto. La fortuna ha tradito i vostri sforzi, ma voi avete salvato l'onore della nostra patria, e verrà un giorno, e non lontano io spero, in cui vi sarà concesso di restituirle, a forza di energia e di devozione, la sua passata grandezza. Siatene sicuri, nulla al mondo potrebbe arrestare i destini provvidenziali della nostra nazione.

« Coraggio dunque, pazienza e patriottismo. »

Per quel che riguarda i fatti occorsi il giorno 17, il *Journal des Débats* del 18, contiene la seguente esposizione:

Durante la mattina ed una parte del pomeriggio la piazza dei Vosgi fu molto agitata. Guardie nazionali in armi appartenenti a diversi battaglioni vi si succedevano, e s'informavano se i cannoni erano in luogo sicuro.

Al nostro arrivo abbiamo constata la sparizione dei 56 cannoni che ieri si trovavano nel giardino. Credevano che l'autorità si fosse decisa infine a far rispettare la legge. Ma la narrazione seguente d'una guardia nazionale appartenente al 94° battaglione, di sentinella all'inferriata del giardino, ci tolse ben presto dall'illusione.

« Iersera un forte distaccamento della guardia repubblicana comparve sulla piazza dei Vosgi. L'ufficiale entrò in trattative colla guardia nazionale e domandò che gli venissero aperte le inferriate. Egli ebbe un rifiuto formale. L'ufficiale della guardia nazionale dichiarò che non si porterebbero via i cannoni che colla forza, ed allora, soggiunse egli, verrebbe lasciata alla truppa la responsabilità del sangue che fosse sparso.— Il comandante del distaccamento della guardia repubblicana non credè di dover insistere, e si ritirò seguito dagli artiglieri. »

Questa mattina alcuni distaccamenti del 66°, 80°, 94°, 135° e 180° battaglione si sono recati in piazza dei Vosgi, si sono attaccati agli affusti e trascinarono i 56 cannoni sino nel 20° circondario, a Belleville e sulle alture di Chaumont.

Abbiamo veduto ritornare alcuni di questi distaccamenti; quasi tutti erano in armi. Gli ufficiali, per darsi un'apparenza più terribile, lasciavano trascinare in terra la loro sciabola e tenevano la mano destra appoggiata sul calcio d'un revolver ch'esciva da una larga fascia rossa. Fra le guardie del 135° si notava un soldato della legione garibaldina.

Verso il tocco, vediamo arrivare alcune compagnie del 150° battaglione, comandate da un capitano aiutante maggiore. Quest'ultimo parla col capitano comandante il picchetto del 94° battaglione installato nel giardino e gli esibisce il suo ordine di servizio.

La sentinella del 94° spiega che il 150° è senza dubbio inviato dalla piazza. Egli aggiunge in tono sarcastico che essendo partiti i cannoni non v'è più ragione per opporsi all'entrata di nuovi arrivanti. Infatti il 150° non tardò a penetrare nel giardino. Questa passeggiata di soldati in armi che trascinano o scortano i cannoni, aveva cagionato numerosi assembramenti in via di Birague, via St-Antoine, piazza della Bastiglia e sui *boulevards*.

In un gruppo formato all'angolo della via di Birague, alcune guardie del 135° battaglione raccontavano che la federazione della guardia nazionale *andava benissimo*; che mercoledì, ad una riunione tenuta al Vauxhall, ed alla quale assistevano circa 3000 guardie nazionali, si era nominata una Commissione definitiva in sostituzione del Comitato provvisorio che siederebbe in via della Corderie; che questo nuovo Comitato si componeva di quaranta membri; che ogni circondario aveva eletto quattro delegati; infine che il numero dei battaglioni che avevano accettato di far parte della federazione era di duecento quindici.

L'incidente della via dei Vosgi è giunto a notizia del Comitato direttivo del Monte Aventino; perciò si raddoppia di sorveglianza in via dei Rosiers, davanti al parco di artiglieria ed alla porta della casa occupata dal Comitato. Nel pomeriggio d'oggi abbiamo veduto maltrattare pacifici passeggieri, i quali ignoravano la consegna che proibiva di avvicinarsi alla torre di Solferino. Quattro uomini ed un caporale del 129° battaglione sono venuti a scacciare i temerari che altre guardie qualificarono di *spie e reazionari*.

Oltre ai particolari ed ai documenti accennati i fogli parigini del 18 pubblicano anche il manifesto diretto da diecisette deputati di Parigi ai cittadini per assicurarli che, come si sono opposti in seno all'Assemblea di Bordeaux, così si opporranno risolutamente a Versailles acchè Parigi non venga decapitata e per far fede che tuteleranno la Repubblica astenendosi da ogni causa di conflitti che non rallegrebbero se non i nemici interni ed esterni di Francia.

Il *Journal des Débats* pubblica il seguente articolo:

Il lettore non deve maravigliarsi se ritorniamo incessantemente sullo stesso soggetto e se gli rammentiamo ad ogni istante la necessità di rifare la Francia e di rendere il nostro sventurato paese, per mezzo d'istituzioni veramente liberali, uguale a tutti i liberi paesi. Non vi ha in fatto, a confessione di qualunque uomo illuminato, altro cómpito da incominciare, altro progetto da formare, e in fatto di rivincita è questa la sola, la più nobile, la più efficace che ci sia permesso di prendere pel momento. Epperò con immenso piacere apprendiamo che l'Assemblea nazionale è disposta ad obliare qualunque dissenso politico e a togliere di mezzo ogni discussione irritante per lavorare con unione al ristabilimento della Francia e alla riforma delle nostre istituzioni.

Si è duopo rifondere le nostre diverse amministrazioni ed è necessario informarsi, nel compimento di queste grandi riforme, non dallo spirito antico, ma dallo spirito nuovo. Quell'accentramento amministrativo che l'antico reggime ha lentamente edificato, che la rivoluzione francese rispettò e che Napoleone I ha rafforzato, per nostra sventura, deve essere posto da banda senza rincrescimento e senza indugio, essere surrogato da istituzioni locali meno nocevoli alla grandezza del paese e più favorevoli all'iniziativa e alla libertà individuale. Indarno ci verrebbe allegata in appoggio di questo sistema amministrativo l'ammirazione da esso ispirata all'Europa. Non neghiamo che l'Europa nutra tali sentimenti riguardo alle nostre amministrazioni; ma niuna nazione si è mai avvisata d'impiantare presso di sè un'accentramento amministrativo quale venne stabilito in Francia dall'antico regime e dal primo impero.

L'ammirazione dell'Europa è dunque al tutto platonica. L'Italia, la Svizzera, il Belgio, gli Stati Uniti, paesi liberi in una parola, credono l'accentramento francese come inconciliabile colla libertà e sono d'avviso, come Tocqueville, che il voler fondare un governo libero sulle istituzioni dell'antico reggime e del Consolato, si è un voler mettere la testa della libertà sopra un corpo servile. Poichè, per mala ventura, la nostra ignoranza di quello che riguarda l'estero è uguale al nostro amor proprio e lo alimenta, noi crediamo di essere i primi nel mondo, e poichè i paesi liberi surrogano senza rumore o prevengono pacificamente le rivoluzioni colle riforme noi li giudichiamo inferiori a noi e più indietro di noi.

Ebbene, una siffatta opinione è al tutto falsa, e potrà, ove noi la conserviamo, mantenerci in un'irrimediale impotenza. Confessiamoci adunque questa verità più amara, ma cento volte più utile che l'adulazione e la menzogna: la Francia è molto più indietro che non le nazioni vicine; è dotata d'istituzioni politiche e militari, inferiori alle istituzioni politiche e militari del Belgio, dell'Inghilterra e della Germania. Noi vorremmo dunque che l'Assemblea nazionale intendesse ad estendere a tutti i francesi il servizio militare e i beneficii della pubblica istruzione, ed aumentasse colla soppressione dei sottoprefetti e col restringere i poteri prefettoriali le attribuzioni dei corpi elettivi.

Le relazioni attuali della Chiesa collo Stato e il nostro organamento giudiziario meritano del pari l'attenzione del legislatore ed è necessario che siano modificati nel senso più conforme alla giustizia e alla libertà individuale. Allorchè domandiamo all'Assemblea nazionale riforme compiutesi da lungo tempo presso i nostri vicini, siamo gli interpreti del voto pubblico e crediamo servire la causa tanto dell'ordine quanto quella della libertà. Tutti coloro adunque che amano intelligentemente il loro paese devono concorrere alla riforma dei nostri pubblici servizii e a porre innanzi tutto la rivincita nella migliore gestione dei nostri affari e nella più lata estensione delle nostre pubbliche libertà.

Ecco il testo dell'articolo pubblicato dal *Journal de St-Pétersbourg* sull'esito della Conferenza di Londra e che ci fu segnalato dal telegrafo:

La Conferenza di Londra ha ieri (18) sottoscritto il trattato, che toglie agli Stati bagnati dal Mar Nero le restrizioni imposte loro dalla pace del 1856. Quindici anni di una politica costantemente leale ed amichevole hanno persuaso, in fine, l'Europa, che la pace dell'Oriente va assicurata con altro mezzo che non sia la diffidenza verso la Russia, e che doveva abolirsi una stipulazione, la quale non lasciava sussistere più la dignità di questo impero nelle convenzioni internazionali.

La fermezza e la moderazione, dalle quali il governo dell'imperatore non si dipartì pur un istante, dappoichè il Cancelliere diresse la sua circolare del 31 ottobre alle potenze firmatarie del trattato del 1856, debbono aver dissipato le ultime traccie della diffidenza che tuttavia durava in alcuni uomini di Stato europei. Noi speriamo che gli organi della pubblica opinione, vedendo, per la prima volta in lungo tempo, concordi le potenze in un'opera di giustizia e di riparazione, riconosceranno finalmente, e faranno capire ai loro lettori, quanto saggio e moderato fu il passo che la Russia, quattro mesi e mezzo fa, decise di fare, e la cui fondatezza è oggi confermata dall'assenso dell'Europa.

Deh perchè l'Europa non ha potuto appianare nella medesima maniera tutti i litigi internazionali, sorti negli ultimi anni! Quanto sangue non sarebbe stato risparmiato! quanto odio, quanta animosità evitata!

Senato del Regno.

Il Senato, nella tornata di ieri, dopo di avere adottato per articoli senza contestazione il progetto di legge pel computo delle campagne di guerra ai militari riformati con diritto a pensione, ripresa la discussione dello schema di legge per le basi generali dell'ordinamento dell'esercito, ne adottava i rimanenti articoli, compresi quelli rimasti in sospesó nelle precedenti sedute, nei termini proposti dalla Commissione, e previe alcune avvertenze e spiegazioni dei senatori Alfieri, Digny, e Menabrea relatore e del Ministro della Guerra.

Vennero poscia dai senatori Pettinengo, Chiesi e Menabrea fatte alcune raccomandazioni al Governo circa le condizioni igieniche dell'esercito, e per l'avvenire degli uomini di bassa forza che il Ministro della Guerra promise di prendere nella debita considerazione.

Successivamente furono adottati senza discussione, per articoli, i seguenti progetti di legge, previa una dichiarazione del relatore sul secondo dei medesimi, sollecitata dal Ministro delle Finanze, sovra l'intelligenza di qualche frase della relazione:

1° Revisione della rendita dei fabbricati in Firenze;

2° Convenzioni finanziarie coll'Austria;

3° Convenzione postale col Portogallo.

Camera dei Deputati.

La Camera, nella tornata di ieri, terminò la discussione dello schema sulle guarentigie della indipendenza del Sommo Pontefice e della libertà della Chiesa, di alcune disposizioni del quale trattarono ancora i deputati Mussi, Mancini, Cancellieri, il Ministro di Grazia e Giustizia, e il relatore Bonghi. In fine essa approvò la legge a scrutinio segreto con 185 voti favorevoli e 106 contrari.

DISPACCI PRIVATI ELETTRICI
(AGENZIA STEFANI)

Bruxelles, 20.

Il *Journal de Bruxelles* annunzia che il nuovo ministro francese fu ricevuto oggi dal ministro degli affari esteri. Egli sarà assistito alla Conferenza dal signor Goulard e da due commissari, uno dei quali sarà il signor Declercq.

Vienna, 21.

I giornali annunziano che il conte di Bellegarde, primo aiutante di campo di S. M., partì ieri sera per Berlino. Egli reca una lettera autografa dell'imperatore, il quale si congratula coll'imperatore Guglielmo in occasione del suo giorno natalizio.

Bordeaux, 21.

Un dispaccio ufficiale di Versailles, in data di ieri sera, dice:

La situazione di Parigi non si è aggravata.

L'insurrezione è sconfessata da tutti.

Il generale Chanzy e parecchi ufficiali sono ritenuti prigionieri.

I sindaci protestano unanimamente e ricusano di procedere alle elezioni.

Molti ufficiali e guardie nazionali giunsero a Versailles per domandare che l'ammiraglio Saisset sia nominato comandante della Guardia nazionale e promettono da parte loro una prossima azione energica.

La seduta dell'Assemblea fu soddisfacentissima; tutti i partiti sono d'accordo nel condannare severamente quel movimento.

Bruxelles, 20.

La *Corrispondenza Havas* qui giunta annunzia che il Governo nominò l'ammiraglio Saisset comandante della Guardia nazionale della Senna.

Ieri l'ammiraglio fu riconosciuto per istrada e venne acclamato dalla folla, che gli offrì il comando della Guardia nazionale.

Bordeaux, 21.

Si ha da Parigi in data del 20, sera:

La situazione è sempre identica. La popolazione è calma. Alcuni omnibus hanno ripreso il servizio. I forti d'Issy e di Bicêtre sono occupati dalle guardie nazionali. Alcuni commissari di polizia furono arrestati.

Assicurasi che il generale Chanzy sia stato talmente maltrattato, che dovette essere trasportato in un ospizio. Si dice che il Comitato abbia firmato l'ordine di porre il generale Chanzy in libertà.

Si dice che sia stato affisso un manifesto dei deputati e dei sindaci di Parigi, in seguito ad alcuni passi fatti presso il Comitato centrale dai firmatari. Il Comitato avrebbe accondisceso alle misure indicate da questo manifesto, quindi havvi la speranza che l'ordine verrà ristabilito, qualora l'Assemblea adottasse la proposta di questi deputati.

I Prussiani arrestarono il loro movimento di ritirata e si riunirebbero a Saint-Denis. Essi avrebbero prese le misure per impedire l'approvvigionamento di Parigi.

Tutti i giornali della sera dichiarano di non riconoscere altro governo che quello dell'Assemblea nazionale.

Il generale Crémer sarebbe il candidato pel comando della guardia nazionale di Parigi.

Gl'insorti si sono impadroniti delle casse del municipio e di quelle di parecchie *mairies*.

Il ponte di Sèvres è custodito dalla cavalleria e da cannoni per impedire che la guardia nazionale marci sopra Versailles.

Tutti gli ambasciatori delle potenze estere si sono recati a Versailles.

Il servizio delle poste continua a funzionare.

Furono tenute parecchie riunioni di ufficiali della guardia nazionale, i quali protestarono contro le decisioni del Comitato, che ricuserebbero di riconoscere.

Chiusura della Borsa:

Rendita francese 50 95; Italiano 54; Prestito 52 20; Banca 2810.

Berlino, 21.

Il Parlamento tedesco fu aperto dall'imperatore.

Il discorso del trono constata le gravi lotte sostenute dalla Germania per la sua indipendenza, unione e sicurezza. Dice che lo spirito, la coltura e i costumi dei Tedeschi, la costituzione e l'organizzazione militare preservano la Germania unita da ogni tentazione di abusare della sua forza. Soggiunge che la Germania rispetta l'indipendenza di tutti gli altri Stati e popoli tanto forti che deboli e che la nuova Germania sarà una sicura garanzia di pace per l'Europa.

L'imperatore dice che, con grande sua soddisfazione, la Germania potè far valere la sua voce nella Conferenza di Londra, che fu provocata dal gabinetto prussiano ed ebbe un esito soddisfacente.

Il discorso annunzia la presentazione di alcuni progetti di legge, fra i quali quelli della nuova costituzione dell'Impero; della partecipazione degli Stati federali alle spese della guerra; della ripartizione dell'indennità di guerra; del bilancio delle spese della guerra; delle misure relative ai territori riconquistati e delle pensioni e soccorsi da darsi ai soldati e ai loro sopravviventi.

Bruxelles, 21.

Si ha da Parigi, in data del 20:

Il Comitato centrale pubblicò nel *Journal Officiel* un manifesto, nel quale assicura che esso si è costituito in seguito al libero suffragio di 25 battaglioni; accusa il governo di averlo calunniato, e di aver voluto togliere a Parigi la sua corona di capitale. Il Comitato dichiara di essere fermamente deciso di far rispettare il trattato dei preliminari di pace.

Il Comitato fece un indirizzo ai dipartimenti; domanda che le provincie si uniscano alla capitale e si mettano in rapporto col Comitato col mezzo di delegati.

Un avviso del Comitato alla stampa dice che esso vuole rispettare la libertà della stampa.

Il Comitato accordò un'amnistia per tutti i crimini e delitti politici. Abolì i Consigli di guerra e l'esercito permanente.

Il Comitato dichiarò di essere estraneo alla esecuzione dei due generali.

Il *Cri du peuple* dice che Parigi deve dichiararsi città libera.

Il *Paris Journal* annunzia che i membri del Comitato centrale vennero ad un accordo coi sindaci dei 20 circondari di Parigi. Questi ultimi si troverebbero per conseguenza investiti di una specie di magistratura. Il loro primo atto sarebbe quello di nominare, d'accordo col governo di Versailles, il generale Saisset a comandante in capo della Guardia nazionale.

Le guardie nazionali s'impadronirono delle polveri nel settimo settore e di 5000 chassepots nella caserma Eugenia.

Esse sono completamente padrone di Parigi.

	Londra,	20
Consolidato inglese	— —	92 3/16
Rendita italiana	— —	53 3/8
Lombarde	— —	14 11/16
Turco	— —	43 1/4
Cambio su Berlino	— —	— —
Tabacchi	— —	89 —
Spagnuolo	— —	30 5/16

	Marsiglia, 20	21
Rendita francese	51 65	51 40
Rendita italiana	54 40	54 20
Prestito nazionale	488 75	478 75
Lombarde	— —	— —
Romane	146 —	146 —
Spagnuolo	30 1/2	30 1/4
Egiziane 1866	407 50	— —
Tunisino 1863	162 —	160 —
Ottomane 1869	276 —	276 —
Austriache	— —	— —

	Vienna, 20	21
Mobiliare	267 —	264 70
Lombarde	181 60	180 30
Austriache	402 —	400 —
Banca Nazionale	726 —	727 —
Napoleoni d'oro	9 96 1/2	9 97 1/2
Cambio su Londra	125 30	125 30
Rendita austriaca	68 25	67 90

	Berlino, 20	21
Austriache	215 1/2	216 3/4
Lombarde	96 3/4	97 3/4
Mobiliare	142 3/4	143 7/8
Rendita italiana	53 1/4	53 1/2
Tabacchi	88 3/4	88 7/8

	Londra, 20	21
Consolidato inglese	92 3/16	91 1/16
Rendita italiana	53 3/8	53 3/8
Lombarde	14 11/16	14 5/8
Turco	43 1/4	43 3/8
Cambio su Berlino	— —	— —
Tabacchi	89 —	89 —
Spagnuolo	30 5/16	30 1/2

Bruxelles, 21.

Si ha da Parigi, in data del 20:

Un indirizzo affisso, firmato da parecchi deputati di Parigi e da alcuni membri di 13 circondari, dice che per salvare Parigi e la Repubblica, per allontanare i motivi di collisione e dare una soddisfazione ai voti legittimi del popolo, essi hanno deciso di domandare oggi stesso all'Assemblea nazionale di decretare la elezione di tutti i gradi della Guardia nazionale e di sanzionare le nomine del Consiglio municipale eletto dai cittadini.

UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO

Firenze, 21 marzo 1871, ore 1 pom.

Soltanto in alcune stazioni dell'Italia centrale il cielo è sereno; mentre è coperto o nuvoloso in tutta l'Italia settentrionale e meridionale, e piovoso a San Remo. Dominano venti di sud-est e nord-ovest. Il mare è agitato a Brindisi e lungo le coste della Sardegna: è mosso negli altri porti. Il barometro è alzato fino a 3 mm. nell'Italia inferiore; è stazionario, tendente ad abbassare, nella superiore.

Ieri pioggia in molti punti della Penisola; stanotte mare burrascoso a Venezia.

Tempo variabile: sono sempre probabili dei colpi di vento.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

fatte nel R. Museo di Fisica e Storia naturale di Firenze

Nel giorno 20 marzo 1871.

	ORE		
	9 antim.	3 pom.	9 pom.
Barometro a metri 72,6 sul livello del mare e ridotto a zero	mm 752 0	mm 750, 5	mm 751, 0
Termometro centigrado	9.0	12 0	7,5
Umidità relativa	60, 0	48, 0	57, 0
Stato del cielo	sereno e nuvoli	nuvolo sereno	nuvolo
Vento { direzione / forza	NE forte	NE fortiss.	NE forte

Temperatura massima . . . . + 12,5
Temperatura minima . . . . + 7 0
Minima nella notte del 21 marzo . . + 5,0

Nel giorno 21 marzo 1871.

	ORE		
	9 antim.	3 pom.	9 pom.
Barometro a metri 72,6 sul livello del mare e ridotto a zero	mm 753, 3	mm 753, 8	mm 755, 2
Termometro centigrado	9 7	14 0	11, 0
Umidità relativa	70, 0	50, 0	57, 0
Stato del cielo	sereno e nuvoli	sereno e nuvoli	nuvolo
Vento { direzione / forza	SE debole	NE forte	NE forte

Temperatura massima . . . . + 15,0
Temperatura minima . . . . + 5,0
Minima nella notte del 22 marzo . . + 10,5

Spettacoli d'oggi.

TEATRO DELLA PERGOLA, ore 8 — Rappresentazione dell'opera del maestro De Champs: *Il Califfo* — Ballo: *La contessa d'Egmont*.

TEATRO NICCOLINI, ore 8 — La drammatica Compagnia di L. Bellotti-Bon rappresenta: *Moglie e buoi dei paesi tuoi*.

FEA ENRICO, *gerente*.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO (*Firenze*, 22 *marzo* 1871)

VALORI	Godimento	Valore nominale	Contanti L	Contanti D	Fine corrente L	Fine corrente D	Fine pross. L	Fine pross. D	Nominale
Rendita italiana 5 0/0	1 genn. 1871	»	57 10	57 —	57 10	57 —	—	—	—
Detta 3 0/0	1 aprile 1870	»	— —	— —	— —	— —	—	—	36
Imprestito Nazionale 5 0/0	1 ottob. 1870	»	— —	— —	82 75	82 65	—	—	—
Obbligaz. sui beni eccles. 5 0/0	id.	»	— —	— —	79 95	79 90	—	—	—
Az. Regia coint. Tab. (carta)	1 genn. 1871	500	— —	— —	675 —	674 —	—	—	—
Obb. 6 0/0 R. coint. T. 1868 s. di 27	id.	500	— —	— —	— —	— —	—	—	471
Obbligaz. del Tesoro 1849 5 0/0		840	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Azioni della Banca Naz. Toscana	1 genn. 1871	1000	— —	— —	1363 —	1360 —	—	—	—
Dette Banca Naz. Regno d'Italia	id.	1000	— —	— —	— —	— —	—	—	2420
Banca Tosc. di cred. per l'ind. ed il commercio	id.	500	— —	— —	— —	— —	—	—	690
Banca di Credito Italiano		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Azioni del Credito Mobil. Ital.	1 luglio 1870	500	— —		— —	— —	—	—	455
Azioni delle SS. FF. Romane	1 ottob. 1865	500	— —	— —	— —	—	—	—	70
Dette con prelaz. pel 5 0/0 (Antiche Centrali Toscane)		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Obbl. 3 0/0 delle SS. FF. Rom.		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Azioni delle ant. SS. FF. Livor.	1 genn. 1871	420	208 —	206 —	— —	— —	—	—	—
Obbl. 3 0/0 delle suddette	id.	500	168 —	167 —	— —	— —	—	—	—
Dette 3 0/0		420	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Dette 5 0/0 ant. SS. FF. Mar.		500	— —	—	— —	— —	—	—	—
Azioni SS. FF. Meridionali	id.	500	— —	— —	334 —	332 —	—	—	—
Obbl. 3 0/0 delle dette	1 ottob. 1870	500	182 —	181 —	— —	— —	—	—	—
Buoni Meridionali 6 0/0 (carta)	1 genn. 1871	500	442 —	441 —	— —	— —	—	—	—
Obbl. dem. 5 0/0 in serie compl.	id.	505	— —	— —	— —	— —	—	—	456
Dette in serie non complete		505	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Dette in serie di una e nove		505	—	— —	— —	— —	—	—	—
Obbl. SS. FF. *Vittorio Emanuele*		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Impr. comunale 5 0/0 1a emiss.		500	—	—	— —	— —	—	—	—
Detto 2a emissione		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Nuovo impr. della città di Firenze	1 aprile 1870	250	218 —	217 50	— —	— —	—	—	—
Impr. comunale di Napoli		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Prest. a premi città di Venezia		25	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Prestito premi Reggio Calabria			— —	— —	— —	— —	—	—	92
Obb. Cred. fond. Monte de' Paschi		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
5 0/0 italiano in piccoli pezzi	1 genn. 1871	»	— —	— —	— —	— —	—	—	58
3 0/0 idem	1 aprile 1870	»	— —	— —	— —	— —	—	—	37
Imprestito Naz. piccoli pezzi	id.	»	— —	— —	— —	— —	—	—	83
Obbl. ecclesiast. in piccoli pezzi		»	— —	— —	— —	— —	—	—	81

CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D
								Londra	breve		
Livorno	8			Venezia eff. gar.	30			Detto	30		
Detto	30			Trieste	30			Detto	90	26 50	26 46
Detto	60			Detto	90			Francia	a vista	105 75	105 25
Roma	30			Vienna	30			Parigi	a vista		
Bologna	30			Detto	90			Detto	30		
Ancona	30			Augusta	30			Detto	90		
Napoli	30			Detto	90			Lione	a vista		
Milano	30			Francoforte	30			Detto	90		
Genova	30			Amsterdam	90			Marsiglia	a vista		
Torino	30			Amburgo	90			Napoleoni d'oro		21 10	21 08
								Sconto Banca 5 0/0.			

Prezzi fatti: 5 p. 0/0: 57, 05, 10 cont. — 57 10, 12⁵⁰ f. c.

Il Sindaco: A. MORTERA

SOCIETÀ ANONIMA

PER LA VENDITA DI BENI DEL REGNO D'ITALIA

Avviso.

Si prevengono i signori portatori delle obbligazioni demaniali che a partire dal 1° aprile prossimo venturo, nelle piazze e dagli stabilimenti sottoindicati si effettuerà:

1° Il rimborso delle obbligazioni della serie D estratta, in ragione di L. 505 per ciascuna.

2° Il pagamento del vaglia al 1° aprile 1871 di L. 12, 625 sotto deduzione:

a) per l'imposta di ricchezza mobile dell'ultimo trimestre 1870, all'8 80 per 100 . . . . L. 0 55 55

b) per l'imposta suddetta del 1° trimestre 1871 al 13 20 per 100 (R. decreto 25 agosto 1870, n. 5828) . . . . » 0 83 33

c) per tassa di circolazione del 1° semestre 1871 in ragione di L. 0 60 per ogni obbligazione. (Leggi 19 luglio 1868, n. 4480, e 11 agosto 1870, n. 5784) . . . . » 0 30 00

Totale . . . L. 1 68 88

pagandosi così per ogni vaglia la somma al netto di L 10 93 6.

Firenze	Società Generale di Credito Mobiliare Italiano
Torino	» » »
Torino	Banco di Sconto e Sete
Livorno	M. A. Bastogi e figlio
Ancona	Sedi e succursali della Banca Nazionale
Bari	
Bologna	
Genova	
Messina	
Milano	
Modena	
Napoli	
Palermo	
Parma	
Porto Maurizio	
Venezia	

Firenze, 18 marzo 1871.

1038 LA DIREZIONE.

SOCIETÀ MUTUA EDIFICATRICE
FRA GLI OPERAI DEL GALLUZZO

Avviso.

Nella non comparsa dei soci in numero legale voluto dall'art. 35 dello statuto sociale per render valida l'adunanza destinata per il dì 19 stante, sono nuovamente invitati tutti i soci ad intervenire all'adunanza generale di seconda convocazione che sarà tenuta nella consueta sala terrena delle fabbriche sociali situata al Galluzzo, presso il Ponte di Certosa, il giorno di domenica 26 marzo 1871, a ore 9 antimeridiane, per discutere e deliberare sul seguente ordine del giorno:

1° Provvedimenti finanziari;
2° Altri interessi sociali.

Si prevengono che, a mente dell'art. 36 dello statuto, le deliberazioni saranno valide qualunque sia il numero degli intervenuti a questa seconda convocazione.

Li 20 marzo 1871.

Il Presidente FRANCESCO TALLI. — *Il Segretario* EMILIO MARCUCCI.

1044

Decreto.

(3ª *pubblicazione*).

In nome di Sua Maestà Vittorio Emanuele II per grazia di Dio e per volontà della Nazione Re d'Italia.

Il tribunale civile di Modena, radunato in Camera di consiglio, ha pronunciato il seguente decreto sul ricorso presentato nel 9 corrente febbraio dalli Sacerdoti dottor Leone e cav. dottor Giacomo del fu signor Samuele Giacobbe di Modena.

Ritenuto che dalli rogiti 17 giugno 1868, 5 luglio 1870 e 27 gennaio 1871, tutti a tabellionato del notaro dott. Luigi Antonio Tavani, in relazione al testamento olografo 13 dicembre 1858 del sunnominato signor Samuele Giacobbe Sacerdoti mancato ai viventi nel 3 novembre 1867, e dagli altri documenti uniti al detto ricorso, resulta che i titoli di rendita pubblica specificatamente indicati nel medesimo, e facienti parte dell'eredità testamentaria dello stesso signor Samuele spettano ora ai soli ricorrenti,

Dichiara doversi aggiudicare, come aggiudica, alli nominati signori fratelli dottor Leone e cav. dottor Giacomo Sacerdoti il consolidato italiano già intestato al ripetuto loro padre fu Samuele Giacobbe ed emergente dai seguenti certificati del Debito pubblico del Regno d'Italia cinque per cento, emessi in base alla legge 10 luglio 1861, ed al R. decreto 28 stesso mese ed anno.

Num	Numero del certificato	Rendita	Emissione	Luogo del pagamento
1	2494	3,850 »	Milano 24 marzo 1862	Milano
2	2495	9,300 »	Milano 24 marzo 1862	Milano
3	4026	5,000 »	Torino, 28 febbraio 1862	Modena
4	4027	500 »	Torino, 28 febbraio 1862	Modena
5	4028	500 »	Torino, 28 febbraio 1828	Modena
6	18194	1,380 »	Torino 21 maggio 1862	Torino
7	18195	540 »	Torino 21 maggio 1862	Torino
8	18201	1,650 »	Torino 21 maggio 1862	Torino
9	18202	630 »	Torino 21 maggio 1862	Torino
10	43593	25 »	Torino 30 agosto 1862	Modena
11	74007	10,000 »	Torino 4 agosto 1863	Torino
12	6522	» 09	Assegno provvisorio, Torino 30 agosto 1862	
13	717	1,500 »	Cartella del prestito estense 9 marzo 1849 estratta nel 1868.	
		L. 34 875 »		

Li certificati ai numeri progressivi 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 hanno il godimento dal 1° gennaio 1862, quello al n. 10 dal 1° luglio 1862, quello al n. 11 dal 1° luglio 1863. L'assegno provvisorio al n. 12 ha il godimento dal 1° luglio 1862, e

Il certificato al progressivo n. 5 della rendita di L. 500 porta per errore la data 28 febbraio 1828, quando dovrebbe avere quella 28 febbraio 1862

La cartella al progressivo n. 13 avente il n. 717, ha la data 9 settembre 1856, emissione di Modena

Il certificato al progressivo n. 10 avente il n. 43593, per la rendita di L. 25, ha un vincolo.

Così decretato questo giorno 16 febbraio 1871.

ANGELI, presidente — MALAVASI — FRIGNANI.

D. BELLEI, cancelliere.

Per copia conforme:

Dalla cancelleria del tribunale civile, Modena, 23 febbraio 1871.

714 Dott. BERGOLLI, vice cancelliere.

Dichiarazione d'assenza.

Si fa noto che il tribunale civile di Chiavari con suo decreto 11 volgente mese mandava anzitutto, dietro apposito ricorso sportogli per parte di Giambattista Sbarbaro fu altro d'Accero, comune e pretura di Borzonasca, assumersi informazioni sulla assenza del di costui figlio Nicolò Sbarbaro.

Chiavari, 16 febbraio 1871.

603 GARIBALDI ANT., dott. caus.

BANCA AGRICOLA IPOTECARIA

Società anonima autorizzata coi RR. decreti de'29 luglio 1868 ed 11 giugno 1870.

Sede sociale in Napoli, *via Roma, già Toledo, n.* 352.

Gli azionisti della Banca Agricola Ipotecaria sono convocati in assemblea generale ordinaria pel giorno 26 marzo corrente anno, alle ore 11 antim. nel locale sociale, via Roma, già Toledo, numero 352.

Ordine del giorno:

1° Relazione sull'andamento della Società a tutto il 31 dicembre 1870, divisa in tre periodi distinti, cioè:

a) dal 29 luglio 1868 al 15 marzo 1870;
b) dal 16 marzo a tutto giugno 1870;
c) dal 1° luglio al 31 dicembre 1870.

2. Bilancio consuntivo per gli accennati tre periodi.
3. Risultamento della liquidazione della Banca Fondiaria Italiana.
4. Progetto di bilancio presuntivo pel 1871.
5. Ratifica della nomina del direttore generale.
6. Pianta del personale degl'impiegati nella sede centrale.
7. Approvazione di tre consiglieri nominati dal Consiglio.
8. Nomina di altri sette nuovi consiglieri.
9. Modifiche agli articoli 34, 49 e 59 dello statuto.

Hanno diritto d'intervenire all'assemblea tutti gli azionisti che riportino il riscontro di deposito dei titoli di azioni, fatto 24 ore prima presso le casse sociali od altre casse pubbliche dello Stato.

Napoli, 27 febbraio 1871.

787 IL CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE.

Avviso.

(3ª *pubblicazione*)

Dal tribunale civile di Palermo, prima sezione, con deliberazione del giorno 20 gennaio 1871 fu dichiarato di appartenersi al signor Pietro Cilluffo come erede testamentario della fu signora Rosalia Comito il certificato di rendita di n. 34543 di lire 1425 annuali iscritto a favore della signora Comito Rosalia fu Nicolò, rappresentata da Pietro Riotta marito e dotatario, con vincolo e colla riserba dell'usufrutto a favore del coniuge superstite signor Pietro Riotta, per lire 455 annuali.

Che la stessa rendita era sciolta dal vincolo a favore del signor Luigi D'Orelli e Compagni a cui era soggetta, e fu ordinato che la Direzione del Debito pubblico, annullando il detto certificato della rendita che lo stesso rappresenta, si facesse un certificato di L 455 annuali intestato per la proprietà a favore di Cilluffo Pietro fu Ambrogio, e per l'usufrutto durante vita a favore del signor Riotta Pietro fu Girolamo, e del dippiù di detta rendita in lire 970 annuali che furono vendute al signor Camillo Albanese, si convertisse in rendita al latore, consegnando i certificati allo stesso a cui la rendita si appartiene.

Per copia conforme:

Firenze, li 8 marzo 1871.

882 AVV MARIANO INDELICATO.

Diffidamento.

Il tribunale civile di Piacenza con decreto 22 febbraio corrente autorizzò il tramutamento in titoli o cartelle al portatore del certificato di rendita consolidato 5 per 0|0, n. 41434, rilasciato a Torino il 30 agosto 1862, intestato al signor Scarabelli dott. Giacomo, mancato ai vivi in Piacenza il 7 maggio 1858.

Si diffida chiunque vi abbia interesse che contro tale decreto è ammessa la opposizione a termini del regio decreto 8 ottobre 1870, n. 5942.

Piacenza, 24 febbraio 1871.

712 AVV. PERREAU.

Notificanza.

Con atto di citazione 10 marzo 1871 dell'usciere Pietro Ferreri, notificato a norma dell'articolo 142 Codice procedura civile, la ditta corrente in Torino Samuel Segre e Comp., citò la ditta Hageollet Frères e C, corrente in Londra a comparire fra giorni novanta avanti questo R. tribunale di commercio onde vedersi dichiarare tenuta al pagamento delle somme per rilievo e per danni accennati nell'atto sovra menzionato

Torino, 18 marzo 1871.

1052 R. PEYRETTI, proc. capo.

Notificazione.

(2ª *pubblicazione*)

Sull'instanza del signor cav. Guglielmo Racca, residente in Torino, che per ogni effetto della presente notificazione elegge domicilio in Torino nello studio del causidico capo Giuseppe Zanotti, via Bellezia, n. 4, piano terzo, il tribunale civile e correzionale di Torino, con suo decreto 7 febbraio cadente autorizzò la Direzione del Debito pubblico del Regno d'Italia a ridurre in cartella al portatore il certificato del Debito pubblico consolidato 5 per 100, n. 55306, della rendita di lire settantacinque, rilasciato il 29 ottobre 1865, ed intestato a Catterina Cagna del fu Giacomo, nativa di Moncalieri e già domiciliata in Torino, ove decedette il 10 settembre ultimo in stato nubile, della quale è erede universale il detto instante cav. Racca, e tale notificazione si fa a senso e per gli effetti voluti dall'articolo 89 del regio decreto 8 ottobre 1870.

Torino, li 23 febbraio 1871.

713 ZANOTTI, proc.

Avviso d'asta.

Il cancelliere della pretura mandamentale di Radicofani,

In esecuzione del decreto emanato dal signor cavaliere presidente del tribunale civile di Montepulciano del dì 4 febbraio 1871, e sulle istanze di Francesco Rappuoli di Radicofani, nella sua qualità di tutore della minorenne Angela del fu Andrea Valenti, rende pubblicamente noto:

Che nella mattina del dì ventinove (29) marzo corrente, alle undici antimeridiane, avanti la porta esterna di questa pretura sarà proceduto alla vendita volontaria dell'infrascritto immobile, di assoluta proprietà del defunto Ferdinando Valenti, avo paterno della minore Angela Valenti, come sopra rappresentata, sul prezzo attribuitogli, e qui sotto notato, dalla perizia del signor Celso Stasi del dì 25 giugno 1870, debitamente giurata nel dì 1° luglio successivo, ed alle condizioni di che nel relativo quaderno d'oneri d'incanto, depositato in questa cancelleria ed ostensibile ad ogni attendente.

Descrizione dell'immobile da vendersi

Una vigna posta e situata in contrada Pertime, nei pressi di Radicofani, dell'estensione di ari trentadue e deciari sessantaquattro, distinta dalla particella di n 110 sezione E, a cui vi confinano i signori Luigi Rossi, Giuseppe Fatini, eredi Brugi, e salvo se altri, ecc, per il prezzo di italiane lire mille.

Dalla cancelleria della pretura di Radicofani,

Li 18 marzo 1871.

1053 MADIONI, canc.

INTENDENZA DI FINANZA DELLA PROVINCIA DI ANCONA

Avviso d'asta per la vendita dei beni pervenuti al Demanio per effetto delle leggi 7 luglio 1866, n. 3036, e 15 agosto 1867, n. 3848.

Si fa noto al pubblico che alle ore 10 antim. del giorno di martedì 4 aprile 1871, in una sala della prefettura di Ancona, alla presenza di uno dei membri della Commissione provinciale di sorveglianza, coll'intervento di un rappresentante l'Amministrazione finanziaria, si procederà ai pubblici incanti per l'aggiudicazione a favore dell'ultimo migliore offerente dei beni infradescritti.

Condizioni principali.

1. L'incanto sarà tenuto per pubblica gara col metodo della candela vergine e separatamente per ciascun lotto.

2. Sarà ammesso a concorrere all'asta chi avrà depositato a garanzia della sua offerta il decimo del prezzo pel quale è aperto l'incanto nei modi determinati dalle condizioni del capitolato.

Il deposito potrà essere fatto sia in numerario o biglietti di Banca, sia in titoli del Debito pubblico al corso di Borsa, a norma dell'ultimo listino pubblicato nella gazzetta ufficiale della provincia anteriormente al giorno del deposito, sia in obbligazioni ecclesiastiche al valore nominale.

3 Le offerte si faranno in aumento del prezzo d'incanto, non tenuto calcolo del valore presuntivo del bestiame, delle scorte morte e delle altre cose mobili esistenti sul fondo e che si vendono col medesimo.

4. La prima offerta in aumento non potrà eccedere il *minimum* fissato nella colonna 11 dell'infrascritto prospetto.

5. Saranno ammesse anche le offerte per procura nel modo prescritto dagli articoli 96, 97 e 98 del regolamento 22 agosto 1867, n. 3852.

6. Non si procederà all'aggiudicazione se non si avranno le offerte almeno di due concorrenti.

7 Entro dieci giorni dalla seguita aggiudicazione, l'aggiudicatario dovrà depositare la somma sottoindicata nella colonna 10 in conto delle spese e tasse relative, salva la successiva liquidazione.

Le spese di stampa, di affissione e d'inserzione nei giornali del presente avviso d'asta saranno per intiero a carico dell'aggiudicatario o ripartite fra gli aggiudicatari in proporzione del prezzo di aggiudicazione; salvo per quei lotti il di cui valore periziale non superi il prezzo di lire ottomila, i quali andranno esenti dalla spesa d'inserzione del giornale ufficiale della provincia, a norma del R decreto 18 settembre 1870, n. 5894.

8. La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle condizioni contenute nel capitolato generale e speciale dei rispettivi lotti; quali capitolati, non che gli estratti delle tabelle e i documenti relativi, saranno visibili tutti i giorni dalle ore 8 ant. alle ore 4 pomerid. nell'ufficio dell'Intendenza di finanza di Ancona.

9. Non saranno ammessi successivi aumenti sul prezzo d'aggiudicazione.

10 Le passività ipotecarie che gravano lo stabile rimangono a carico del Demanio, e per quelle dipendenti da canoni, censi, livelli, ecc., è stata fatta preventivamente la deduzione del corrispondente capitale nel determinare il prezzo d'asta.

Avvertenza. Si procederà a termini degli art 402, 403, 404 e 405 del Codice penale italiano contro coloro che tentassero impedire la libertà dell'asta od allontanassero gli accorrenti con promesse di danaro o con altri mezzi sì violenti che di frode, quando non si trattasse di fatti colpiti da più gravi sanzioni del Codice stesso.

N° progressivo dei lotti	N° della tabella corrispondente	COMUNE e vocabolo in cui sono situati i beni	PROVENIENZA	Descrizione dei beni — DENOMINAZIONE E NATURA	SUPERFICIE in misura legale E A C	SUPERFICIE in antica misura locale Tavole C	VALORE estimativo dello stabile e sul quale si apre l'incanto	DEPOSITO per cauzione delle offerte	DEPOSITO per le spese e tasse	MINIMUM delle offerte in aumento al prezzo d'incanto	PREZZO presuntivo delle scorte vive e morte ed altri mobili
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	376	Osimo, vocabolo Monte Torto.	Mensa vescovile d'Osimo.	Predio di un sol corpo di terra con casa a coltura di Zagaglia Pacifico e Gio. Battista, distinto in mappa Montetorto ai num. 279, 280 1 resto, 280 2 resto, 281 A, 278 Estimo L. 26,700 55.	37 44 70	374 47	50490	5050	3000	200	539 »
7	360	idem	idem	Predio in un sol corpo di terra con casa a coltura di Pesaresi Domenico e Spinsanti Sante, distinto in mappa Montetorto ai numeri 310 C, dal 328 al 334 inclusivo, 335 resto, 336 resto, 345 resto, 346 resto, 347 1 resto, 347 3 resto, 347 4, 348, 350 1 A, 350 1 B, 350 2 B, 351, 356 resto. Estimo L 17,739	78 59 40	785 94	51090	5110	4000	200	1063 50

967 Ancona, 12 marzo 1871. *L'Intendente*: PASQUALINO.

FIRENZE — Tipografia EREDI BOTTA